



**Discours du Secrétaire général
au Sommet mondial de 2005**

Monsieur le Président,
Majestés,
Mesdames et messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et messieurs,

Il y a deux ans, depuis cette tribune, j'ai dit que nous nous trouvions à la croisée des chemins.

Non que l'Organisation des Nations Unies, qui marque cette année son sixième anniversaire, fût en proie à une crise existentielle. Elle continue de participer très activement au règlement de conflits et au maintien de la paix, d'apporter des secours humanitaires, de défendre les droits de l'homme et de promouvoir le développement partout dans le monde.

Le sens de mes propos était que de profonds clivages entre les États Membres, et le manque d'efficacité de nos institutions collectives, nous empêchaient de faire face ensemble aux dangers qui pesaient sur nous et de saisir les possibilités qui se présentaient.

Le risque était à l'évidence que les États quels qu'ils soient agissent de plus en plus de leur propre chef, ce qui pouvait conduire à une prolifération de réactions de circonstance porteuses de division, de déstabilisation et de dangers.

Pour vous aider, vous les États Membres, à choisir un cap plus prometteur, j'ai formé un groupe de personnalités de haut niveau et fait réaliser le Projet Objectifs du Millénaire. Les rapports issus de ces initiatives ont défini la réforme à mettre en œuvre.

À partir de ces rapports et des premières réactions des États Membres, et fort de la conviction que tout ce que nous faisons doit reposer sur le respect des droits de l'homme, j'ai présenté, il y a six mois, un ensemble équilibré de propositions sur lesquelles j'ai appelé le Sommet à se prononcer.

Ces propositions étaient ambitieuses. Mais elles étaient à mon sens nécessaires, compte tenu des périls et des promesses de l'époque que nous vivons. Et elles étaient à mon sens réalisables, pourvu que la volonté politique y fût.

Depuis, sous la direction du Président Ping, vos représentants ont négocié le document final de ce Sommet. Ils ont travaillé d'arrache-pied jusqu'à la dernière minute et ont produit hier le document dont vous êtes saisi.

Même avant qu'ils achèvent leur travail, ce Sommet a servi de catalyseur pour réaliser des avancées sur des questions cruciales. Ainsi, ces derniers mois, un fonds pour la démocratie a été créé et une convention contre le terrorisme nucléaire a été parachevée.

Mais surtout, 50 milliards de dollars supplémentaires par an ont été dégagés pour lutter contre la pauvreté d'ici à 2010. L'objectif de 0,7 % gagne du terrain; des sources de financement novatrices sont en train de se concrétiser; et des progrès ont été réalisés pour ce qui est de l'allègement de la dette.

En adoptant le document final, vous conserverez ces réalisations. Et les progrès en matière de développement iront de pair avec des engagements en faveur de la bonne gouvernance et des projets nationaux de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

La vie de millions de personnes et les espoirs de milliards d'autres reposent sur la réalisation de ces objectifs et d'autres promesses de lutter contre la pauvreté, la maladie, l'analphabétisme et les inégalités, ainsi que sur le maintien du développement au centre des négociations commerciales au cours de l'année à venir.

En adoptant le document dont vous êtes saisi, vous réaliserez aussi des progrès décisifs dans d'autres domaines.

Vous condamnerez le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, où qu'il frappe et quelle que soit la cause qu'il prétend servir. Vous vous engagerez à chercher à un accord dans l'année à venir sur une convention globale contre le terrorisme, et vous marquerez votre appui en faveur d'une stratégie propre à faire en sorte que notre combat contre le terrorisme rende la communauté internationale plus forte et les terroristes plus faibles, et non l'inverse.

Pour la première fois, vous admettez, clairement et sans la moindre ambiguïté, le devoir qui vous incombe collectivement de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Vous vous montrerez résolument prêts à mener par l'entremise du Conseil de sécurité une action collective décisive dès que les moyens pacifiques se révéleraient insuffisants et que les autorités nationales échoueraient manifestement à protéger leurs propres populations. Excellences, vous serez liés par l'engagement d'intervenir si un autre Rwanda se profilait à l'horizon.

Vous approuverez la mise en place d'une commission de consolidation de la paix, dotée d'un bureau d'appui et d'un fonds, ce qui ira plus loin dans l'engagement stratégique en faveur de l'une des contributions les plus importantes que l'ONU apporte à la paix et à la sécurité internationales. Vous approuverez aussi la création d'une force de police permanente pour les opérations de maintien de la paix de l'Organisation.

Vous déciderez de doubler le budget dont dispose le Haut Commissaire aux droits de l'homme et de renforcer son bureau. Vous admettez la nécessité de remédier aux défaillances et aux défauts de la Commission des droits de l'homme en créant un nouvel organe, le Conseil des droits de l'homme, dont l'Assemblée générale devra définir en détail la physionomie et le fonctionnement à sa sixième session.

Vous renforcerez la prévisibilité du financement de l'assistance humanitaire, ce qui permettra d'éviter que des crises humanitaires ne tombent dans l'oubli, comme ce fut trop souvent le cas, en particulier en Afrique.

Vous mettrez en place le cadre d'une réforme de grande portée du Secrétariat et de la gestion qu'il faudra mettre en oeuvre. Un comité de contrôle indépendant et

un bureau de l'éthique professionnelle, dont je vous fournirai les détails prochainement, devront aider à garantir la responsabilité et l'intégrité, cependant que le réexamen des anciens mandats, la refonte des règles applicables au budget et aux ressources humaines et un programme ponctuel de départs anticipés permettront de remanier le Secrétariat en fonction des priorités de l'Organisation au XXI^e siècle.

Globalement, tout cela constitue un ensemble de changements qui vont très loin. Mais ne nous abusons pas, et n'abusons pas non plus les peuples des Nations Unies. Nous n'avons pas encore accompli la réforme fondamentale et de grande ampleur qu'à l'instar de bien d'autres je crois nécessaire. De grandes divergences, dont certaines, légitimes, portent sur le fond, n'y sont pas pour rien.

Notre plus grand défi, et notre plus grand échec, se situe sur le front de la non-prolifération des armes nucléaires et du désarmement. À deux reprises cette année – à la conférence d'examen du TNP, et maintenant à ce sommet qui commence –, nous avons laissé les gesticulations faire obstacle aux résultats. C'est inexcusable. Les armes de destruction massive représentent un redoutable danger pour nous tous, surtout dans un monde qui vit sous la menace de terroristes aux ambitions planétaires ne reculant devant rien. Nous devons sauver ce qui peut l'être et reprendre les négociations sur ce problème capital, en appuyant les efforts que la Norvège déploie pour trouver des éléments qui puissent servir de base à ces négociations.

De même, la réforme du Conseil de sécurité nous a, pour l'instant, échappé, bien que tout le monde soit en gros d'accord pour penser qu'elle n'a que trop tardé.

L'absence d'accord sur cette question et d'autres ne les rend pas moins urgentes pour autant.

Ce train de mesures est donc un bon début. Sur certains points, nous pouvons nous flatter de réelles avancées, sur d'autres, nous avons réduit nos divergences et fait des progrès, sur d'autres encore, nous demeurons, et c'est inquiétant, extrêmement divisés.

Il nous faut à présent passer aux étapes suivantes du processus de réforme.

En premier lieu, il faut mettre en œuvre ce qui a été convenu. La session de l'Assemblée générale qui est sur le point de débiter sera l'une des plus importantes de son histoire. Nous devons apporter tout notre soutien au Président Eliasson dans ses fonctions. Nous devons assurer la mise en place et le démarrage de la Commission de consolidation de la paix et du Conseil des droits de l'homme, conclure une convention globale sur le terrorisme et veiller à ce que le Fonds pour la démocratie commence effectivement à fonctionner. Et les quelques années à venir vont mettre à l'épreuve notre volonté de réduire l'extrême pauvreté de moitié d'ici à 2015, d'intervenir si un génocide se profile à nouveau à l'horizon et d'améliorer notre taux de succès en matière de consolidation de la paix dans des pays déchirés par la guerre. Tels sont les éléments qui comptent vraiment pour juger de la réforme.

Deuxièmement, nous devons poursuivre avec détermination le débat sur les questions épineuses sur lesquelles il est urgent d'avancer, mais qui sont restées en suspens. Car, malgré les divergences d'opinions, il est ressorti clairement du processus engagé il y a deux ans que dans le monde d'aujourd'hui, un monde où tout se tient, ou bien nous nageons ensemble, ou bien nous coulons tous.

Qu'il s'agisse de rétablissement de la paix, d'édification des nations, de démocratisation ou d'interventions en cas de catastrophe naturelle ou autre, nous avons tous pu constater que même les plus forts d'entre nous ne peuvent réussir seuls.

De même, qu'il s'agisse de combattre la pauvreté, d'empêcher que les maladies se propagent ou de prévenir le massacre d'innocents, nous avons tous pu constater que sans la force d'entraînement des plus forts, et la participation de tous, nos efforts étaient voués à l'échec.

Enfin, nous avons tous pu constater, à de nombreuses reprises, qu'à ignorer par opportunisme les principes fondamentaux de la démocratie, des droits de l'homme et de la légalité, on érode la confiance dont jouissent nos institutions collectives, que l'on empêche ainsi de faire leur travail en faveur d'un monde plus libre, plus juste et plus sûr pour tous.

C'est pourquoi il est vital que l'Organisation des Nations Unies soit vigoureuse et efficace. Utilisée à bon escient, elle peut, comme nulle autre institution, aider à conjuguer pouvoir et principes dans l'intérêt de tous les peuples du monde.

Et c'est pourquoi le processus de réforme est important, et doit se poursuivre. Même si les risques de découragement sont grands, même s'il est difficile de s'entendre, le fait est que, face aux problèmes de notre époque, nous devons absolument agir. Et, aujourd'hui plus que jamais, nous devons agir collectivement pour être efficaces.

En ce qui me concerne, je suis prêt à travailler avec vous pour que les questions en suspens soient réglées, pour que les décisions prises soient appliquées et pour que la culture et les pratiques du Secrétariat continuent d'être réformées. Pour notre personnel, dévoué à l'Organisation, et pour les plus vulnérables et les plus nécessiteux de ce monde, qui comptent sur elle pour obtenir de l'aide, nous devons redonner foi dans l'intégrité, l'impartialité et l'efficacité de l'ONU.

C'est pour ces gens, et non pas pour vous ou pour moi, qu'il importe que les réformes aboutissent. C'est pour qu'ils vivent, pour qu'ils puissent jouir de leurs droits, pour qu'ils connaissent la sécurité et la liberté, que nous devons trouver des moyens efficaces de gérer les problèmes de notre temps.

Je vous engage, en votre qualité de dirigeants, à continuer individuellement et collectivement à travailler sur ce programme de réforme, à avoir la patience de persévérer et la hauteur de vues voulue pour parvenir à un véritable consensus.

Nous devons trouver ce que le Président Franklin Roosevelt a un jour appelé « le courage d'assumer nos responsabilités dans un monde certes imparfait ». Je ne suis pas sûr que nous l'ayons fait jusqu'ici, mais je crois que nous comprenons tous, à présent, qu'il n'y a pas d'autre solution. C'est justement parce que notre monde est imparfait que nous avons besoin de l'Organisation des Nations Unies.

Je vous remercie.